

Prévention des risques

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Direction générale de la prévention des risques

**Décision n° AD 2011-10 du 13 avril 2011
relative à l'agrément d'artifices de divertissement**

NOR : DEVP1110167S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

La ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement,
Vu le code de la défense, notamment son article L. 2352-1 ;
Vu le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2010 relatif aux modalités d'homologation, de marquage, d'étiquetage, d'utilisation et de manipulation des produits explosifs ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2010 portant habilitation et agrément de l'INERIS (Institut national de l'environnement industriel et des risques) pour la mise en œuvre de procédures d'évaluation de la conformité des produits explosifs et pour procéder aux examens et épreuves prévus à l'article 35 du décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 ;

Vu la demande présentée le 21 novembre 2006 par la société Sinomax France ;

Vu les dossiers LSEV/SIN/BB/151/2011 du 2 février 2011, LSEV/SIN/BB/152/2011 du 3 février 2011, LSEV/SIN/BB/153/2011 du 7 février 2011, LSEV/SIN/BB/154/2011 du 8 février 2011, LSEV/SIN/BB/158/2011 du 18 février 2011, LSEV/SIN/BB/166/2011 du 22 février 2011, présentés à l'appui de cette demande ;

Vu la correspondance du 8 mars 2011 de la société Sinomax France, chemin du Campelou, 14130 Tourville-en-Auge ;

Considérant que les résultats obtenus suite à la mise en œuvre des épreuves et examens réalisés sur les échantillons présentés dans la demande répondent aux exigences du décret du 4 mai 2010 susvisé,

Décide :

Article 1^{er}

Les artifices de divertissement élémentaires portés dans le tableau ci-après sont agréés au titre du décret du 4 mai 2010 susvisé avec les numéros et le groupe de classement indiqués :

NOM COMMERCIAL de l'artifice	RÉFÉRENCE de l'artifice selon le titulaire	CLASSEMENT retenu	NUMÉRO d'agrément (*)	MASSE moyenne de matière active (g)	DISTANCE de sécurité (m)
Bombe 75 mm sablier vert	75SAB-10	K3	BB/78450/07/17	140	85
Bombe 75 mm sablier rose	75SAB-11	K3	BB/78451/07/17	140	85
Bombe 75 mm sablier ciel	75SAB-12	K3	BB/78452/07/17	140	85
Bombe 75 mm saule rouge	75SAU-10	K3	BB/78453/07/17	133	105
Bombe 75 mm saule argent	75SAU-11	K3	BB/78454/07/17	133	105
Bombe 75 mm saule or	75SAU-12	K3	BB/78455/07/17	133	105
Bombe 75 mm saule argent scintillant	75SAU-13	K3	BB/78456/07/17	133	105
Bombe 75 mm saule rouge scintillant	75SAU-14	K3	BB/78457/07/17	133	105
Bombe 75 mm scintillant vert	75SCI-10	K3	BB/78458/07/17	131	100

NOM COMMERCIAL de l'artifice	RÉFÉRENCE de l'artifice selon le titulaire	CLASSEMENT retenu	NUMÉRO d'agrément (*)	MASSE moyenne de matière active (g)	DISTANCE de sécurité (m)
Bombe 75 mm scintillant argent	75SCI-11	K3	BB/78459/07/17	131	100
Bombe 75 mm vague vert	75VAG-10	K3	BB/78460/07/17	136	80
Bombe 75 mm vague jaune	75VAG-11	K3	BB/78461/07/17	136	80
Bombe 75 mm vague argent	75VAG-12	K3	BB/78462/07/17	136	80
Bombe 75 mm vague violet	75VAG-13	K3	BB/78463/07/17	136	80
Bombe 75 mm vague argent et bleu	75VAG-14	K3	BB/78464/07/17	136	80
Bombe 75 mm vague argent et rouge	75VAG-15	K3	BB/78465/07/17	136	80
Bombe 100 mm couronne	100COUR-01	K3	BB/78466/07/17	311	110
Bombe 100 mm spirale	100SPIR-10	K3	BB/78467/07/17	287	95

(*) BB : bombe d'artifice.

Le titulaire des présents agréments est la société Sinomax France, chemin du Campelou, 14130 Tourville-en-Auge, laquelle importe et commercialise en France les produits portés dans le tableau ci-dessus.

Article 2

Les artifices de divertissement sont agréés aux conditions de la demande.

Le titulaire des présents agréments s'assure que les artifices de divertissement importés, conservés, vendus ou utilisés en France sont conformes aux modèles décrits dans les dossiers susvisés et répondent aux exigences réglementaires en vigueur, notamment celles prévues par le recueil des règles et procédures d'agrément des artifices de divertissement susvisé.

Le titulaire des présents agréments s'assure que la concentration des constituants des compositions pyrotechniques respecte, en outre, les tolérances fixées par l'article 37 de l'arrêté du 4 mai 2010 susvisé.

Article 3

Le titulaire des présents agréments s'assure que les notices et modes d'emploi des artifices de divertissement commercialisés donnent toutes indications nécessaires, en français, pour la préparation et l'exécution des tirs de façon à garantir la sécurité des personnes qui en sont chargées, ainsi que celle du public.

Ces indications comprennent, en particulier, les prescriptions relatives aux mesures à prendre en cas d'incident de tir ainsi que les distances de sécurité à respecter.

Article 4

Le titulaire des présents agréments est tenu de vérifier la conformité des produits importés avec les modèles agréés selon son plan qualité. Ce plan détermine notamment les plans d'échantillonnage et les fréquences de contrôle.

Article 5

Le titulaire des présents agréments s'assure que les étiquettes et marquages sont conformes en tous points aux modèles déposés lors de la demande d'agrément, aux exigences réglementaires en vigueur, notamment celles prévues par l'article 39 de l'arrêté du 4 mai 2010 susvisé. En particulier, la masse moyenne de matière active de chaque artifice, telle qu'elle apparaît dans les dossiers techniques présentés par le titulaire des agréments est indiquée sur l'étiquette sous la forme : « MA \approx xxxxx g » dans laquelle « xxxxx » représente la valeur en grammes de cette masse de matière active. Cette quantité peut être exprimée en « mg » ou en « kg » en fonction de la masse de l'artifice.

Article 6

Les présents agréments sont donnés sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables à ces produits, notamment en matière de transport, de conservation, de vente et d'utilisation.

Article 7

Les agréments ci-dessus sont valables jusqu'au 4 juillet 2017.

Article 8

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, du développement durable et de la mer, des transports et du logement.

Fait le 13 avril 2011.

Pour la ministre et par délégation :
L'ingénieur en chef des mines,
C. BOURILLET